

Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle révisée à Stockholm le 14 juillet 1967

Conclue à Stockholm le 14 juillet 1967

Art. 1 [Constitution de l'Union; domaine de la propriété industrielle]

- 1) Les pays auxquels s'applique la présente Convention sont constitués à l'état d'Union pour la protection de la propriété industrielle.
- 2) La protection de la propriété industrielle a pour objet les brevets d'invention, les modèles d'utilité, les dessins ou modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service, le nom commercial et les indications de provenance ou appellations d'origine, ainsi que la répression de la concurrence déloyale.
- 3) La propriété industrielle s'entend dans l'acception la plus large et s'applique non seulement à l'industrie et au commerce proprement dits, mais également au domaine des industries agricoles et extractives et à tous produits fabriqués ou naturels, par exemple: vins, grains, feuilles de tabac, fruits, bestiaux, minéraux, eaux minérales, bières, fleurs, farines.
- 4) Parmi les brevets d'invention sont comprises les diverses espèces de brevets industriels admises par les législations des pays de l'Union, telles que brevets d'importation, brevets de perfectionnement, brevets et certificats d'addition, etc.

Art. 2 [Traitement national pour les ressortissants des pays de l'Union]

- 1) Les ressortissants de chacun des pays de l'Union jouiront dans tous les autres pays de l'Union, en ce qui concerne la protection de la propriété industrielle, des avantages que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux, le tout sans préjudice des droits spécialement prévus par la présente Convention. En conséquence, ils auront la même protection que ceux-ci et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, sous réserve de l'accomplissement des conditions et formalités imposées aux nationaux.
- 2) Toutefois, aucune condition de domicile ou d'établissement dans le pays où la protection est réclamée ne peut être exigée des ressortissants de l'Union pour la jouissance d'aucun des droits de propriété industrielle.

Des titres ont été ajoutés aux articles de la convention afin d'en faciliter la lecture; le texte original ne contient pas de titres.

3) Sont expressément réservées les dispositions de la législation de chacun des pays de l'Union relatives à la procédure judiciaire et administrative et à la compétence, ainsi qu'à l'élection de domicile ou à la constitution d'un mandataire, qui seraient requises par les lois sur la propriété industrielle.

Art. 3 [Assimilation de certaines catégories de personnes aux ressortissants des pays de l'Union]

Sont assimilés aux ressortissants des pays de l'Union les ressortissants des pays ne faisant pas partie de l'Union qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux effectifs et sérieux sur le territoire de l'un des pays de l'Union.

Art. 4 [A. à I. *Brevets, modèles d'utilité, dessins et modèles industriels, marques, certificats d'auteur d'invention: droit de priorité.* –
G. *Brevets: division de la demande*]

A. – 1) Celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un modèle d'utilité, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce, dans l'un des pays de l'Union, ou son ayant cause, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres pays, d'un droit de priorité pendant les délais déterminés ci-après.

2) Est reconnu comme donnant naissance au droit de priorité tout dépôt ayant la valeur d'un dépôt national régulier, en vertu de la législation nationale de chaque pays de l'Union ou de traités bilatéraux ou multilatéraux conclus entre des pays de l'Union.

3) Par dépôt national régulier on doit entendre tout dépôt qui suffit à établir la date à laquelle la demande a été déposée dans le pays en cause, quel que soit le sort ultérieur de cette demande.

B. – En conséquence, le dépôt ultérieurement opéré dans l'un des autres pays de l'Union, avant l'expiration de ces délais ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation, par la mise en vente d'exemplaires du dessin ou du modèle, par l'emploi de la marque, et ces faits ne pourront faire naître aucun droit de tiers ni aucune possession personnelle. Les droits acquis par des tiers avant le jour de la première demande qui sert de base au droit de priorité sont réservés par l'effet de la législation intérieure de chaque pays de l'Union.

C. – 1) Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront de douze mois pour les brevets d'invention et les modèles d'utilité, et de six mois pour les dessins ou modèles industriels et pour les marques de fabrique ou de commerce.

2) Ces délais commencent à courir de la date du dépôt de la première demande; le jour du dépôt n'est pas compris dans le délai.

3) Si le dernier jour du délai est un jour férié légal, ou un jour où le Bureau n'est pas ouvert pour recevoir le dépôt des demandes dans le pays où la protection est réclamée, le délai sera prorogé jus qu'à au premier jour ouvrable qui suit.

4) Doit être considérée comme première demande dont la date de dépôt sera le point de départ du délai de priorité, une demande ultérieure ayant le même objet qu'une première demande antérieure au sens de l'al. 2) ci-dessus, déposée dans le même pays de l'Union, à la condition que cette demande antérieure, à la date du dépôt de la demande ultérieure, ait été retirée, abandonnée, ou refusée, sans avoir été soumise à l'inspection publique et sans laisser subsister de droits, et qu'elle n'ait pas encore servi de base pour la revendication du droit de priorité. La demande antérieure ne pourra plus alors servir de base pour la revendication du droit de priorité.

D. – 1) Quiconque voudra se prévaloir de la priorité d'un dépôt antérieur sera tenu de faire une déclaration indiquant la date et le pays de ce dépôt. Chaque pays déterminera à quel moment, au plus tard, cette déclaration devra être effectuée.

2) Ces indications seront mentionnées dans les publications émanant de l'Administration compétente, notamment sur les brevets et les descriptions y relatives.

3) Les pays de l'Union pourront exiger de celui qui fait une déclaration de priorité la production d'une copie de la demande (description, dessins, etc.) déposée antérieurement. La copie, certifiée conforme par l'Administration qui aura reçu cette demande, sera dispensée de toute légalisation et elle pourra en tout cas être déposée, exempte de frais, à n'importe quel moment dans le délai de trois mois à dater du dépôt de la demande ultérieure. On pourra exiger qu'elle soit accompagnée d'un certificat de la date du dépôt émanant de cette Administration et d'une traduction.

4) D'autres formalités ne pourront être requises pour la déclaration de priorité au moment du dépôt de la demande. Chaque pays de l'Union déterminera les conséquences de l'omission des formalités prévues par le présent Art., sans que ses conséquences puissent excéder la perte du droit de priorité.

5) Ultérieurement, d'autres justifications pourront être demandées.

Celui qui se prévaut de la priorité d'un dépôt antérieur sera tenu d'indiquer le numéro de ce dépôt; cette indication sera publiée dans les conditions prévues par l'alinéa 2) ci-dessus.

E. – 1) Lorsqu'un dessin ou modèle industriel aura été déposé dans un pays en vertu d'un droit de priorité basé sur le dépôt d'un modèle d'utilité, le délai de priorité ne sera que celui fixé pour les dessins ou modèles industriels.

2) En outre, il est permis de déposer dans un pays un modèle d'utilité en vertu d'un droit de priorité basé sur le dépôt d'une demande de brevet et inversement.

F. – Aucun pays de l'Union ne pourra refuser une priorité ou une demande de brevet pour le motif que le déposant revendique des priorités multiples, même provenant de pays différents, ou pour le motif qu'une demande revendiquant une ou plusieurs priorités contient un ou plusieurs éléments qui n'étaient pas compris dans la ou les demandes dont la priorité est revendiquée, à la condition, dans les deux cas, qu'il y ait unité d'invention, au sens de la loi du pays.

En ce qui concerne les éléments non compris dans la ou les demandes dont la priorité est revendiquée, le dépôt de la demande ultérieure donne naissance à un droit de priorité dans les conditions ordinaires.

G. – 1) Si l'examen révèle qu'une demande de brevet est complexe, le demandeur pourra diviser la demande en un certain nombre de demandes divisionnaires, en conservant comme date de chacune la date de la demande initiale et, s'il y a lieu, le bénéfice du droit de priorité.

2) Le demandeur pourra aussi, de sa propre initiative, diviser la demande de brevet, en conservant comme date de chaque demande divisionnaire la date de la demande initiale et, s'il y a lieu, le bénéfice du droit de priorité. Chaque pays de l'Union aura la faculté de déterminer les conditions auxquelles cette division sera autorisée.

H. – La priorité ne peut être refusée pour le motif que certains éléments de l'invention pour lesquels on revendique la priorité ne figurent pas parmi les revendications formulées dans la demande au pays d'origine, pourvu que l'ensemble des pièces de la demande révèle d'une façon précise lesdits éléments.

I. – 1) Les demandes de certificats d'auteur d'invention, déposées dans un pays où les déposants ont le droit de demander à leur choix soit un brevet, soit un certificat d'auteur d'invention, donneront naissance au droit de priorité institué par le présent article dans les mêmes conditions et avec les mêmes effets que les demandes de brevets d'invention.

2) Dans un pays où les déposants ont le droit de demander à leur choix soit un brevet, soit un certificat d'auteur d'invention, le demandeur d'un certificat d'auteur d'invention bénéficiera, selon les dispositions du présent article applicables aux demandes de brevets, du droit de priorité basé sur le dépôt d'une demande de brevet d'invention, de modèle d'utilité ou de certificat d'auteur d'invention.

Art. 4^{bis} [Brevets: indépendance des brevets obtenus pour la même invention dans différents pays]

1) Les brevets demandés dans les différents pays de l'Union par des ressortissants de l'Union seront indépendants des brevets obtenus pour la même invention dans les autres pays, adhérents ou non à l'Union.

2) Cette disposition doit s'entendre d'une façon absolue, notamment en ce sens que les brevets demandés pendant le délai de priorité sont indépendants, tant au point de vue des causes de nullité et de déchéance qu'au point de vue de la durée normale.

3) Elle s'applique à tous les brevets existant au moment de sa mise en vigueur.

4) Il en sera de même, en cas d'accession de nouveaux pays, pour les brevets existant de part et d'autre au moment de l'accession.

5) Les brevets obtenus avec le bénéfice de la priorité jouiront, dans les différents pays de l'Union, d'une durée égale à celle dont ils jouiraient s'ils étaient demandés ou délivrés sans le bénéfice de la priorité.

Art. 4^{ter} [Brevets: mention de l'inventeur dans le brevet]

L'inventeur a le droit d'être mentionné comme tel dans le brevet.

Art. 4^{quater} [*Brevets*: brevetabilité en cas de restriction légale de la vente]

La délivrance d'un brevet ne pourra être refusée et un brevet ne pourra être invalidé pour le motif que la vente du produit breveté ou obtenu par un procédé breveté est soumise à des restrictions ou limitations résultant de la législation nationale.

Art. 5 [A. *Brevets*: introduction d'objets, défaut ou insuffisance d'exploitation, licences obligatoires. –
B. *Dessins et modèles industriels*: défaut d'exploitation, introduction d'objets. –
C. *Marques*: manque d'utilisation, formes différentes, emploi par copropriétaires. –
D. *Brevets, modèles d'utilité, marques, dessins et modèles industriels*: signes et mentions]

A. – 1) L'introduction, par le breveté, dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des pays de l'Union, n'entraînera pas la déchéance.

2) Chacun des pays de l'Union aura la faculté de prendre des mesures législatives prévoyant la concession de licences obligatoires, pour prévenir les abus qui pourraient résulter de l'exercice du droit exclusif conféré par le brevet, par exemple faute d'exploitation.

3) La déchéance du brevet ne pourra être prévue que pour le cas où la concession de licences obligatoires n'aurait pas suffi pour prévenir ces abus. Aucune action en déchéance ou en révocation d'un brevet ne pourra être introduite avant l'expiration de deux années à compter de la concession de la première licence obligatoire.

4) Une licence obligatoire ne pourra pas être demandée pour cause de défaut ou d'insuffisance d'exploitation avant l'expiration d'un délai de quatre années à compter du dépôt de la demande de brevet, ou de trois années à compter de la délivrance du brevet, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué; elle sera refusée si le breveté justifie son inaction par des excuses légitimes. Une telle licence obligatoire sera non exclusive et ne pourra être transmise, même sous la forme de concession de sous-licence, qu'avec la partie de l'entreprise ou du fonds de commerce exploitant cette licence.

5) Les dispositions qui précèdent seront applicables, sous réserve des modifications nécessaires, aux modèles d'utilité.

B. – La protection des dessins et modèles industriels ne peut être atteinte par une déchéance quelconque, soit pour défaut d'exploitation, soit pour introduction d'objets conformes à ceux qui sont protégés.

C. – 1) Si, dans un pays, l'utilisation de la marque enregistrée est obligatoire, l'enregistrement ne pourra être annulé qu'après un délai équitable et si l'intéressé ne justifie pas des causes de son inaction.

2) L'emploi d'une marque de fabrique ou de commerce, par le propriétaire, sous une forme qui diffère, par des éléments n'altérant pas le caractère distinctif de la marque dans la forme sous laquelle celle-ci a été enregistrée dans l'un des pays de

l'Union, n'entraînera pas l'invalidation de l'enregistrement et ne diminuera pas la protection accordée à la marque.

3) L'emploi simultané de la même marque sur des produits identiques ou similaires, par des établissements industriels ou commerciaux considérés comme copropriétaires de la marque d'après les dispositions de la loi nationale du pays où la protection est réclamée, n'empêchera pas l'enregistrement, ni ne diminuera d'aucune façon la protection accordée à ladite marque dans n'importe quel pays de l'Union, pourvu que ledit emploi n'ait pas pour effet d'induire le public en erreur et qu'il ne soit contraire à l'intérêt public.

D. – Aucun signe ou mention du brevet, du modèle d'utilité, de l'enregistrement de la marque de fabrique ou de commerce, ou du dépôt du dessin ou modèle industriel ne sera exigé sur le produit pour la reconnaissance du droit.

Art. 5^{bis} [Tous les droits de propriété industrielle: délai de grâce pour le paiement de taxes pour le maintien des droits; Brevets: restauration]

1) Un délai de grâce, qui devra être au minimum de six mois, sera accordé pour le paiement des taxes prévues pour le maintien des droits de propriété industrielle, moyennant le versement d'une surtaxe, si la législation nationale en impose une.

2) Les pays de l'Union ont la faculté de prévoir la restauration des brevets d'invention tombés en déchéance par suite de non-paiement de taxes.

Art. 5^{ter} [Brevets: introduction libre d'objets brevetés faisant partie de moyens de locomotion]

Dans chacun des pays de l'Union ne seront pas considérés comme portant atteinte aux droits du breveté:

1. l'emploi, à bord des navires des autres pays de l'Union, des moyens faisant l'objet de son brevet dans le corps du navire, dans les machines, agrès, appareils et autres accessoires, lorsque ces navires pénétreront temporairement ou accidentellement dans les eaux du pays, sous réserve que ces moyens y soient employés exclusivement pour les besoins du navire;
2. l'emploi des moyens faisant l'objet du brevet dans la construction ou le fonctionnement des engins de locomotion aérienne ou terrestre des autres pays de l'Union ou des accessoires de ces engins, lorsque ceux-ci pénétreront temporairement ou accidentellement dans ce pays.

Art. 5^{quater} [Brevets: introduction de produits fabriqués en application d'un procédé breveté dans le pays d'importation]

Lorsqu'un produit est introduit dans un pays de l'Union où il existe un brevet protégeant un procédé de fabrication dudit produit, le breveté aura, à l'égard du produit introduit, tous les droits que la législation du pays d'importation lui accorde, sur la base du brevet de procédé, à l'égard des produits fabriqués dans le pays même.

Art. 5^{quinquies} [*Dessins et modèles industriels*]

Les dessins et modèles industriels seront protégés dans tous les pays de l'Union.

Art. 6 [*Marques: conditions d l enregistrement, indépendance de la protection de la même marque dans différents pays*]

- 1) Les conditions de dépôt et d'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce seront déterminées dans chaque pays de l'Union par sa législation nationale.
- 2) Toutefois, une marque déposée par un ressortissant d'un pays de l'Union dans un quelconque des pays de l'Union ne pourra être refusée ou invalidée pour le motif qu'elle n'aura pas été déposée, enregistrée ou renouvelée au pays d'origine.
- 3) Une marque régulièrement enregistrée dans un pays de l'Union sera considérée comme indépendante des marques enregistrées dans les autres pays de l'Union, y compris le pays d'origine.

Art. 6^{bis} [*Marques: marques notoirement connues*]

- 1) Les pays de l'Union s'engagent, soit d'office si la législation du pays le permet, soit à la requête de l'intéressé, à refuser ou à invalider l'enregistrement et à interdire l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce qui constitue la reproduction, l'imitation ou la traduction, susceptibles de créer une confusion, d'une marque que l'autorité compétente du pays de l'enregistrement ou de l'usage estimera y être notoirement connue comme étant déjà la marque d'une personne admise à bénéficier de la présente Convention et utilisée pour des produits identiques ou similaires. Il en sera de même lorsque la partie essentielle de la marque constitue la reproduction d'une telle marque notoirement connue ou une imitation susceptible de créer une confusion avec celle-ci.
- 2) Un délai minimum de cinq années à compter de la date de l'enregistrement devra être accordé pour réclamer la radiation d'une telle marque. Les pays de l'Union ont la faculté de prévoir un délai dans lequel l'interdiction d'usage devra être réclamée.
- 3) Il ne sera pas fixé de délai pour réclamer la radiation ou l'interdiction d'usage des marques enregistrées ou utilisées de mauvaise foi.

Art. 6^{ter} [*Marques: interdictions quant aux emblèmes d'Etat, signes officiels de contrôle et emblèmes d'organisations intergouvernementales*]

- 1) a) Les pays de l'Union conviennent de refuser ou d'invalider l'enregistrement et d'interdire, par des mesures appropriées, l'utilisation, à défaut d'autorisation des pouvoirs compétents, soit comme marque de fabrique ou de commerce, soit comme élément de ces marques, des armoiries, drapeaux et autres emblèmes d'Etat des pays de l'Union, signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie adoptés par eux, ainsi que toute imitation au point de vue héraldique.
- b) Les dispositions figurant sous la let. a) ci-dessus s'appliquent également aux armoiries, drapeaux et autres emblèmes, sigles ou dénominations des organisations internationales intergouvernementales dont un ou plusieurs pays de

l'Union sont membres, à l'exception des armoiries, drapeaux et autres emblèmes, sigles ou dénominations qui ont déjà fait l'objet d'accords internationaux en vigueur destinés à assurer leur protection.

- c) Aucun pays de l'Union ne pourra être tenu d'appliquer des dispositions figurant sous la let. b) ci-dessus au détriment des titulaires de droits acquis de bonne foi avant l'entrée en vigueur, dans ce pays, de la présente Convention. Les pays de l'Union ne sont pas tenus d'appliquer lesdites dispositions lorsque l'utilisation ou l'enregistrement visé sous la let. a) ci-dessus n'est pas de nature à suggérer, dans l'esprit du public, un lien entre l'organisation en cause et les armoiries, drapeaux, emblèmes, sigles ou dénominations, ou si cette utilisation ou enregistrement n'est vraisemblablement pas de nature à abuser le public sur l'existence d'un lien entre l'utilisateur et l'organisation.

2) L'interdiction des signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie s'appliquera seulement dans les cas où les marques qui les comprendront seront destinées à être utilisées sur des marchandises du même genre ou d'un genre similaire.

- 3) a) Pour l'application de ces dispositions, les pays de l'Union conviennent de se communiquer réciproquement, par l'intermédiaire du Bureau international, la liste des emblèmes d'Etat, signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie, qu'ils désirent ou désireront placer, d'une façon absolue ou dans certaines limites, sous la protection du présent article, ainsi que toutes modifications ultérieures apportées à cette liste. Chaque pays de l'Union mettra à la disposition du public, en temps utile, les listes notifiées.

Toutefois, cette notification n'est pas obligatoire en ce qui concerne les drapeaux des Etats.

- b) Les dispositions figurant sous la let. b) de l'al. 1) du présent article ne sont applicables qu'aux armoiries, drapeaux et autres emblèmes, sigles ou dénominations des organisations internationales intergouvernementales que celles-ci communiqués aux pays de l'Union par l'intermédiaire du Bureau international.

4) Tout pays de l'Union pourra, dans un délai de douze mois à partir de la réception de la notification, transmettre, par l'intermédiaire du Bureau international, au pays ou à l'organisation internationale intergouvernementale intéressés, ses objections éventuelles.

5) Pour les drapeaux de l'Etat, les mesures prévues à l'al. 1) ci-dessus s'appliqueront seulement aux marques enregistrées après le 6 novembre 1925.

6) Pour les emblèmes d'Etat autres que les drapeaux, pour les signes et poinçons officiels des pays de l'Union et pour les armoiries, drapeaux et autres emblèmes, sigles ou dénominations des organisations internationales intergouvernementales, ces dispositions ne seront applicables qu'aux marques enregistrées plus de deux mois après réception de la notification prévue à l'al. 3) ci-dessus.

7) En cas de mauvaise foi, les pays auront la faculté de faire radier même les marques enregistrées avant le 6 novembre 1925 et comportant des emblèmes d'Etat, signes et poinçons.

8) Les nationaux de chaque pays qui seraient autorisés à faire usage des emblèmes d'Etat, signes et poinçons de leur pays, pourront les utiliser, même s'il y avait similitude avec ceux d'un autre pays.

9) Les pays de l'Union s'engagent à interdire l'usage non autorisé, dans le commerce, des armoiries d'Etat des autres pays de l'Union, lorsque cet usage sera de nature à induire en erreur sur l'origine des produits.

10) Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à l'exercice, par les pays, de la faculté de refuser ou d'invalider, par application du ch. 3 de la let. B de l'art. 6^{quinquies}, les marques contenant, sans autorisation, des armoiries, drapeaux et autres emblèmes d'Etat, ou des signes et poinçons officiels adoptés par un pays de l'Union, ainsi que des signes distinctifs des organisations internationales intergouvernementales mentionnés à l'al. 1) ci-dessus.

Art. 6^{quater} [*Marques: transfert de la marque*]

1) Lorsque, conformément à la législation d'un pays de l'Union, la cession d'une marque n'est valable que si elle a lieu en même temps que le transfert de l'entreprise ou du fonds de commerce auquel la marque appartient, il suffira, pour que cette validité soit admise, que la partie de l'entreprise ou du fonds de commerce située dans ce pays soit transmise au cessionnaire avec le droit exclusif d'y fabriquer ou d'y vendre les produits portant la marque cédée.

2) Cette disposition n'impose pas aux pays de l'Union l'obligation de considérer comme valable le transfert de toute marque dont l'usage par le cessionnaire serait, en fait, de nature à induire le public en erreur, notamment en ce qui concerne la provenance, la nature ou les qualités substantielles des produits auxquels la marque est appliquée.

Art. 6^{quinquies} [*Marques: protection des marques enregistrées dans un pays de l'Union dans les autres pays de l'Union (clause «telle quelle»)*]

A. – 1) Toute marque de fabrique ou de commerce régulièrement enregistrée dans le pays d'origine sera admise au dépôt et protégée telle quelle dans les autres pays de l'Union, sous les réserves indiquées au présent article. Ces pays pourront, avant de procéder à l'enregistrement définitif, exiger la production d'un certificat d'enregistrement au pays d'origine, délivré par l'autorité compétente. Aucune législation ne sera requise pour ce certificat.

2) Sera considéré comme pays d'origine le pays de l'Union où le déposant a un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux, et, s'il n'a pas un tel établissement dans l'Union, le pays de l'Union où il a son domicile, et, s'il n'a pas de domicile dans l'Union, le pays de sa nationalité, au cas où il est ressortissant d'un pays de l'Union.

B. – Les marques de fabrique ou de commerce, visées par le présent article, ne pourront être refusées à l'enregistrement ou invalidées que dans les cas suivants:

1. lorsqu'elles sont de nature à porter atteinte à des droits acquis par des tiers dans le pays où la protection est réclamée;

2. lorsqu'elles sont dépourvues de tout caractère distinctif, ou bien composées exclusivement de signes ou d'indication pouvant servir, dans le commerce, pour désigner l'espèce, la qualité, la quantité, la destination, la valeur, le lieu d'origine des produits ou l'époque de production, ou devenus usuels dans le langage courant ou les habitudes loyales et constantes du commerce du pays où la protection est réclamée;
3. lorsqu'elles sont contraires à la morale ou à l'ordre public et notamment de nature à tromper le public. Il est entendu qu'une marque ne pourra être considérée comme contraire à l'ordre public pour la seule raison qu'elle n'est pas conforme à quelque disposition de la législation sur les marques, sauf le cas où cette disposition elle-même concerne l'ordre public.

Est toutefois réservée l'application de l'art. 10^{bis}.

C. – 1) Pour apprécier si la marque est susceptible de protection, on devra tenir compte de toutes les circonstances de fait, notamment de la durée de l'usage de la marque 2) Ne pourront être refusées dans les autres pays de l'Union les marques de fabrique ou de commerce pour le seul motif qu'elles ne diffèrent des marques protégées dans le pays d'origine que par des éléments n'altérant pas le caractère distinctif et ne touchant pas à l'identité des marques, dans la forme sous laquelle celles-ci ont été enregistrées audit pays d'origine.

D. – Nul ne pourra bénéficier des dispositions du présent article si la marque dont il revendique la protection n'est pas enregistrée au pays d'origine.

E. – Toutefois, en aucun cas, le renouvellement de l'enregistrement d'une marque dans le pays d'origine n'entraînera l'obligation de renouveler l'enregistrement dans les autres pays de l'Union où la marque aura été enregistrée.

F. – Le bénéfice de la priorité reste acquis aux dépôts de marques effectués dans le délai de l'art. 4, même lorsque l'enregistrement dans le pays d'origine n'intervient qu'après l'expiration de ce délai.

Art. 6^{sexies} [Marques: marques de service]

Les pays de l'Union s'engagent à protéger les marques de service. Ils ne sont pas tenus de prévoir l'enregistrement de ces marques.

Art. 6^{septies} [Marques: enregistrements effectués par l'agent ou le représentant du titulaire sans l'autorisation de celui-ci]

1) Si l'agent ou le représentant de celui qui est titulaire d'une marque dans un des pays de l'Union demande, sans l'autorisation de ce titulaire, l'enregistrement de cette marque en son propre nom, dans un ou plusieurs de ces pays, le titulaire aura le droit de s'opposer à l'enregistrement demandé ou de réclamer la radiation ou, si la loi du pays le permet, le transfert à son profit dudit enregistrement, à moins que cet agent ou représentant ne justifie de ses agissements.

2) Le titulaire de la marque aura, sous les réserves de l'al. 1) ci-dessus, le droit de s'opposer à l'utilisation de sa marque par son agent ou représentant, s'il n'a pas autorisé cette utilisation.

3) Les législations nationales ont la faculté de prévoir un délai équitable dans lequel le titulaire d'une marque devra faire valoir les droits prévus au présent article.

Art. 7 [Marques: nature du produit portant la marque]

La nature du produit sur lequel la marque de fabrique ou de commerce doit être apposée ne peut, dans aucun cas, faire obstacle à l'enregistrement de la marque.

Art. 7^{bis} [Marques: marques collectives]

1) Les pays de l'Union s'engagent à admettre au dépôt et à protéger les marques collectives appartenant à des collectivités dont l'existence n'est pas contraire à la loi du pays d'origine, même si ces collectivités ne possèdent pas un établissement industriel ou commercial.

2) Chaque pays sera juge des conditions particulières sous lesquelles une marque collective sera protégée, et il pourra refuser la protection si cette marque est contraire à l'intérêt public.

3) Cependant, la protection de ces marques ne pourra être refusée à aucune collectivité dont l'existence n'est pas contraire à la loi du pays d'origine, pour le motif qu'elle n'est pas établie dans le pays où la protection est requise ou qu'elle n'est pas constituée conformément à la législation de ce pays.

Art. 8 [Noms commerciaux]

Le nom commercial sera protégé dans tous les pays de l'union sans obligation de dépôt ou d'enregistrement, qu'il fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce.

Art. 9 [Marques, noms commerciaux: saisie à l'importation, etc., des produits portant illicitement une marque ou un nom commercial]

1) Tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce ou un nom commercial, sera saisi à l'importation dans ceux des pays de l'Union dans lesquels cette marque ou ce nom commercial ont droit à la protection légale.

2) La saisie sera également effectuée dans le pays où l'apposition illicite aura eu lieu, ou dans les pays où aura été importé le produit.

3) La saisie aura lieu à la requête soit du Ministère public, soit de toute autre autorité compétente, soit d'une partie intéressée, personne physique ou morale, conformément à la législation intérieure de chaque pays.

4) Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

5) Si la législation d'un pays n'admet pas la saisie à l'importation, la saisie sera remplacée par la prohibition d'importation ou la saisie à l'intérieur.

6) Si la législation d'un pays n'admet ni la saisie à l'importation, ni la prohibition d'importation, ni la saisie à l'intérieur, et en attendant que cette législation soit modifiée en conséquence, ces mesures seront remplacées par les actions et moyens que la loi de ce pays assurerait en pareil cas aux nationaux.

Art. 10 [*Indications fausses: saisie à l'importation, etc., des produits portant des indications fausses concernant la provenance des produits ou l'identité du producteur, etc.*]

1) Les dispositions de l'article précédent seront applicables en cas d'utilisation directe ou indirecte d'une indication fausse concernant la provenance du produit ou l'identité du producteur, fabricant ou commerçant.

2) Sera en tout cas reconnu comme partie intéressée, que ce soit une personne physique ou morale, tout producteur, fabricant ou commerçant engagé dans la production, la fabrication ou le commerce de ce produit et établi soit dans la localité faussement indiquée comme lieu de provenance, soit dans la région où cette localité est située, soit dans le pays faussement indiqué, soit dans le pays où la fausse indication de provenance est employée.

Art. 10^{bis} [*Concurrence déloyale*]

1) Les pays de l'Union sont tenus d'assurer aux ressortissants de l'Union une protection effective contre la concurrence déloyale.

2) Constitue un acte de concurrence déloyale tout acte de concurrence contraire aux usages honnêtes en matière industrielle ou commerciale.

3) Notamment devront être interdits:

1. tous faits quelconques de nature à créer une confusion par n'importe quel moyen avec l'établissement, les produits ou l'activité industrielle ou commerciale d'un concurrent;
2. les allégations fausses, dans l'exercice du commerce, de nature à discréditer l'établissement, les produits ou l'activité industrielle ou commerciale d'un concurrent;
3. les indications ou allégations dont l'usage, dans l'exercice du commerce, est susceptible d'induire le public en erreur sur la nature, le mode de fabrication, les caractéristiques, l'aptitude à l'emploi ou la quantité des marchandises.

Art. 10^{ter} [*Marques, noms commerciaux, indications fausses, concurrence déloyale: recours légaux; droit d'agir en justice*]

1) Les pays de l'Union s'engagent à assurer aux ressortissants des autres pays de l'Union des recours légaux appropriés pour réprimer efficacement tous les actes visés aux art. 9, 10 et 10^{bis}.

2) Ils s'engagent en outre, à prévoir des mesures pour permettre aux syndicats et associations représentant les industriels, producteurs ou commerçants intéressés et dont l'existence n'est pas contraire aux lois de leur pays, d'agir en justice ou auprès

des autorités administratives, en vue de la répression des actes prévus par les art. 9, 10 et 10^{bis}, dans la mesure où la loi du pays dans lequel la protection est réclamée le permet aux syndicats et associations de ce pays.

Art. 11 [*Inventions, modèles d'utilité, dessins et modèles industriels, marques: protection temporaire à certaines expositions internationales*]

- 1) Les pays de l'Union accorderont, conformément à leur législation intérieure, une protection temporaire aux inventions brevetables, aux modèles d'utilité, aux dessins ou modèles industriels ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce pour les produits qui figureront aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues organisées sur le territoire de l'un d'eux.
- 2) Cette protection temporaire ne prolongera pas les délais de l'art. 4. Si, plus tard, le droit de priorité est invoqué, l'Administration de chaque pays pourra faire partir le délai de la date de l'introduction du produit dans l'exposition.
- 3) Chaque pays pourra exiger, comme preuve de l'identité de l'objet exposé et de la date d'introduction, les pièces justificatives qu'il jugera nécessaires.

Art. 12 [Services nationaux spéciaux pour la propriété industrielle]

- 1) Chacun des pays de l'Union s'engage à établir un service spécial de la propriété industrielle et un dépôt central pour la communication au public des brevets d'invention des modèles d'utilité, des dessins ou modèles industriels et des marques de fabrique ou de commerce.
- 2) Ce service publiera une feuille périodique officielle. Il publiera régulièrement:
 - a) les noms des titulaires des brevets délivrés, avec une brève désignation des inventions brevetées;
 - b) les reproductions des marques enregistrées.

Art. 13 [Assemblée de l'Union]

- 1) a) L'Union a une Assemblée composée des pays de l'Union liés par les art. 13 à 17.
 - b) Le Gouvernement de chaque pays est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.
 - c) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par le Gouvernement qui l'a désignée.
- 2) a) L'Assemblée:

- i) traite de toutes les questions concernant le maintien et le développement de l'Union et l'application de la présente Convention;
 - ii) donne au Bureau international de la Propriété intellectuelle (ci-après dénommé «le Bureau international») visé dans la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (ci-après dénommée «l'Organisation») des directives concernant la préparation des conférences de revision, compte étant dûment tenu des observations des pays de l'Union qui ne sont pas liés par les art. 13 à 17;
 - iii) examine et approuve les rapports et les activités du Directeur général de l'Organisation relatifs à l'Union et lui donne toutes directives utiles concernant les questions de la compétence de l'Union;
 - iv) élit les membres du Comité exécutif de l'Assemblée;
 - v) examine et approuve les rapports et les activités de son Comité exécutif et lui donne des directives;
 - vi) arrête le programme, adopte le budget biennal de l'Union et approuve ses comptes de clôture,
 - vii) adopte le règlement financier de l'Union;
 - viii) crée les comités d'experts et groupes de travail qu'elle juge utiles à la réalisation des objectifs de l'Union;
 - ix) décide quels sont les pays non membres de l'Union et quelles sont les organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales qui peuvent être admis à ses réunions en qualité d'observateurs;
 - x) adopte les modifications des art. 13 à 17;
 - xi) entreprend toute autre action appropriée en vue d'atteindre les objectifs de l'Union;
 - xii) s'acquitte de toutes autres tâches qu'implique la présente Convention;
 - xiii) exerce, sous réserve qu'elle les accepte, les droits qui lui sont conférés par la Convention instituant l'Organisation;
- b) Sur les questions qui intéressent également d'autres Unions administrées par l'Organisation, l'Assemblée statue connaissance prise de l'avis du Comité de Coordination de l'Organisation.
- 3) a) Sous réserve des dispositions du sous-alinéa b), un délégué ne peut représenter qu'un seul pays.
- b) Des pays de l'Union groupés en vertu d'un arrangement particulier au sein d'un office commun ayant pour chacun d'eux le caractère de service national spécial de la propriété industrielle visé à l'art. 12 peuvent être, au cours des discussions, représentés dans leur ensemble par l'un d'eux.
- 4) a) Chaque pays membre de l'Assemblée dispose d'une voix.
- b) La moitié des pays membres de l'Assemblée constitué le quorum.

- c) Nonobstant les dispositions du sous-alinéa b), si, lors d'une session, le nombre des pays représentés est inférieur à la moitié mais égal ou supérieur au tiers des pays membres de l'Assemblée, celle-ci peut prendre des décisions; toutefois, les décisions de l'Assemblée, à l'exception de celles qui concernent sa procédure, ne deviennent exécutoires que lorsque les conditions énoncées ci-après sont remplies. Le Bureau international communique lesdites décisions aux pays membres de l'Assemblée qui n'étaient pas représentés, en les invitant à exprimer par écrit, dans un délai de trois mois à compter de la date de ladite communication, leur vote ou leur abstention. Si, à l'expiration de ce délai, le nombre des pays ayant ainsi exprimé leur vote ou leur abstention est au moins égal au nombre de pays qui faisait défaut pour que le quorum fût atteint lors de la session, lesdites décisions deviennent exécutoires, pourvu qu'en même temps la majorité nécessaire reste acquise.
 - d) Sous réserve de dispositions de l'art. 17.2), les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des deux tiers de votes exprimés.
 - e) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.
- 5) a) Sous réserve du sous-alinéa b), un délégué ne peut voter qu'au nom d'un seul pays.
- b) Les pays de l'Union visés à l'al. 3)b) s'efforcent, en règle générale, de se faire représenter aux sessions de l'Assemblée par leurs propres délégations. Toutefois, si, pour des raisons exceptionnelles, l'un desdits pays ne peut se faire représenter par sa propre délégation, il peut donner à la délégation d'un autre de ces pays le pouvoir de voter en son nom, étant entendu qu'une délégation ne peut voter par procuration que pour un seul pays. Tout pouvoir à cet effet doit faire l'objet d'un acte signé par le chef de l'Etat ou par le ministre compétent.
- 6) Les pays de l'Union qui ne sont pas membres de l'Assemblée sont admis à ses réunions en qualité d'observateurs.
- 7) a) L'Assemblée se réunit une fois tous les deux ans en session ordinaire sur convocation du Directeur général et, sauf cas exceptionnels, pendant la même période et au même lieu que l'Assemblée générale de l'Organisation.
- b) L'Assemblée se réunit en session extraordinaire sur convocation adressée par le Directeur général, à la demande du Comité exécutif ou à la demande d'un quart des pays membres de l'Assemblée.
- 8) L'Assemblée adopte son règlement intérieur.

Art. 14 [Comité exécutif]

- 1) L'Assemblée a un Comité exécutif.
- 2) a) Le Comité exécutif est composé des pays élus par l'Assemblée parmi les pays membres de celle-ci. En outre, le pays sur le territoire duquel l'Organisation a son siège dispose, ex officio, d'un siège au Comité, sous réserve des dispositions de l'art. 16.7)b).
 - b) Le Gouvernement de chaque pays membre du Comité exécutif est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.
 - c) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par le Gouvernement qui l'a désignée.
- 3) Le nombre des pays membres du Comité exécutif correspond au quart du nombre des pays membres de l'Assemblée. Dans le calcul des sièges à pourvoir, le reste subsistant après la division par quatre n'est pas pris en considération.
- 4) Lors de l'élection des membres du Comité exécutif, l'Assemblée tient compte d'une répartition géographique équitable et de la nécessité pour tous les pays parties aux Arrangements particuliers établis en relation avec l'Union d'être parmi les pays constituant le Comité exécutif.
- 5) a) Les membres du Comité exécutif restent en fonctions à partir de la clôture de la session de l'Assemblée au cours de laquelle ils ont été élus jusqu'au terme de la session ordinaire suivante de l'Assemblée.
 - b) Les membres du Comité exécutif sont rééligibles dans la limite maximale des deux tiers d'entre eux.
 - c) L'Assemblée régleme les modalités de l'élection et de la réélection éventuelle des membres du Comité exécutif.
- 6) a) Le Comité exécutif:
 - i) prépare le projet d'ordre du jour de l'Assemblée;
 - ii) soumet à l'Assemblée des propositions relatives aux projets de programme et de budget biennal⁷ de l'Union préparés par le Directeur général;
 - iii) ...⁸
 - iv) soumet à l'Assemblée, avec les commentaires appropriés, les rapports périodiques du Directeur général et les rapports annuels de vérification des comptes;
 - v) prend toutes mesures utiles en vue de l'exécution du programme de l'Union par le Directeur général, conformément aux décisions de l'Assemblée et en tenant compte des circonstances survenant entre deux sessions ordinaires de ladite Assemblée;

⁷ Nouvelle teneur, en vigueur depuis le 3 juin 1984.

⁸ Abrogé.

- vi) s'acquitte de toutes autres tâches qui lui sont attribuées dans le cadre de la présente Convention.
- b) Sur les questions qui intéressent également d'autres Unions administrées par l'Organisation, le Comité exécutif statue connaissance prise de l'avis du Comité de coordination de l'Organisation.
- 7) a) Le Comité exécutif se réunit une fois par an en session ordinaire, sur convocation du Directeur général, autant que possible pendant la même période et au même lieu que le Comité de coordination de l'Organisation.
b) Le Comité exécutif se réunit en session extraordinaire sur convocation adressée par le Directeur général soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande de son président ou d'un quart de ses membres.
- 8) a) Chaque pays membre du Comité exécutif dispose d'une voix.
b) La moitié des pays membres du Comité exécutif constitue le quorum.
c) Les décisions sont prises à la majorité simple des votes exprimés.
d) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.
e) Un délégué ne peut représenter qu'un seul pays et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.
- 9) Les pays de l'Union qui ne sont pas membres du Comité exécutif sont admis à ses réunions en qualité d'observateurs.
- 10) Le Comité exécutif adopte son règlement intérieur.

Art. 15 [Bureau international]

- 1) a) Les tâches administratives incombant à l'Union sont assurées par le Bureau international, qui succède au Bureau de l'Union réuni avec le Bureau de l'Union institué par la Convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.
b) Le Bureau international assure notamment le secrétariat des divers organes de l'Union.
c) Le Directeur général de l'Organisation est le plus haut fonctionnaire de l'Union et la représente.
- 2) Le Bureau international rassemble et publie les informations concernant la protection de la propriété industrielle. Chaque pays de l'Union communique aussitôt que possible au Bureau international le texte de toute nouvelle loi ainsi que tous textes officiels concernant la protection de la propriété industrielle. Il fournit, en outre, au Bureau international toutes publications de ses services compétents en matière de propriété industrielle qui touchent directement la protection de la propriété industrielle et sont jugées par le Bureau international comme présentant un intérêt pour ses activités.
- 3) Le Bureau international publie un périodique mensuel.

- 4) Le Bureau international fournit, à tout pays de l'Union, sur sa demande, des renseignements sur les questions relatives à la protection de la propriété industrielle.
- 5) Le Bureau international procède à des études et fournit des services destinés à faciliter la protection de la propriété industrielle.
- 6) Le Directeur général et tout membre du personnel désigné par lui prennent part, sans droit de vote, à toutes les réunions de l'Assemblée, du Comité exécutif et de tout autre comité d'experts ou groupe de travail. Le Directeur général ou un membre du personnel désigné par lui est d'office secrétaire de ces organes.
- 7) a) Le Bureau international, selon les directives de l'Assemblée et en coopération avec le Comité exécutif, prépare les conférences de revision des dispositions de la Convention autres que les art. 13 à 17.
b) Le Bureau international peut consulter des organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales sur la préparation des conférences de revision.
c) Le Directeur général et les personnes désignées par lui prennent part, sans droit de vote, aux délibérations dans ces conférences.
- 8) Le Bureau international exécute toutes autres tâches qui lui sont attribuées.

Art. 16 [Finances]

- 1) a) L'Union a un budget.
b) Le budget de l'Union comprend les recettes et les dépenses propres à l'Union, sa contribution au budget des dépenses communes aux Unions, ainsi que, le cas échéant, la somme mise à la disposition du budget de la Conférence de l'Organisation.
c) Sont considérées comme dépenses communes aux Unions les dépenses qui ne sont pas attribuées exclusivement à l'Union, mais également à une ou plusieurs autres Unions administrées par l'Organisation. La part de l'Union dans ces dépenses communes est proportionnelle à l'intérêt que ces dépenses présentent pour elle.
- 2) Le budget de l'Union est arrêté compte tenu des exigences de coordination avec les budgets des autres Unions administrées par l'Organisation.
- 3) Le budget de l'Union est financé par les ressources suivantes:
 - i) les contributions des pays de l'Union;
 - ii) les taxes et sommes dues pour les services rendus par le Bureau international au titre de l'Union;
 - iii) le produit de la vente des publications du Bureau international concernant l'Union et les droits afférents à ces publications;
 - iv) les dons, legs et subventions;
 - v) les loyers, intérêts et autres revenus divers.

- 4) a) Pour déterminer sa part contributive dans le budget, chaque pays de l'Union est rangé dans une classe et paie ses contributions annuelles sur la base d'un nombre d'unités fixé comme suit:
- | | |
|------------|----|
| Classe I | 25 |
| Classe II | 20 |
| Classe III | 15 |
| Classe IV | 10 |
| Classe V | 5 |
| Classe VI | 3 |
| Classe VII | 1 |
- b) A moins qu'il ne l'ait fait précédemment, chaque pays indique, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, la classe dans laquelle il désire être rangé. Il peut changer de classe. S'il choisit une classe inférieure, le pays doit en faire part à l'Assemblée lors d'une de ses sessions ordinaires. Un tel changement prend effet au début de l'année civile suivant ladite session.
- c) La contribution annuelle de chaque pays consiste en un montant dont le rapport à la somme totale des contributions annuelles au budget de l'Union de tous les pays est le même que le rapport entre le nombre des unités de la classe dans laquelle il est rangé et le nombre total des unités de l'ensemble des pays.
- d) Les contributions sont dues au premier janvier de chaque année.
- e) Un pays en retard dans le paiement de ses contributions ne peut exercer son droit de vote, dans aucun des organes de l'Union dont il est membre, si le montant de son arriéré est égal ou supérieur à celui des contributions dont il est redevable pour les deux années complètes écoulées. Cependant, un tel pays peut être autorisé à conserver l'exercice de son droit de vote au sein dudit organe aussi longtemps que ce dernier estime que le retard résulte de circonstances exceptionnelles et inévitables.
- f) Dans le cas où le budget n'est pas adopté avant le début d'un nouvel exercice, le budget de l'année précédente est reconduit selon les modalités prévues par le règlement financier.
- 5) Le montant des taxes et sommes dues pour des services rendus par le Bureau international au titre de l'Union est fixé par le Directeur général, qui en fait rapport à l'Assemblée et au Comité exécutif.
- 6) a) L'Union possède un fonds de roulement constitué par un versement unique effectué par chaque pays de l'Union. Si le fonds devient insuffisant l'Assemblée décide de son augmentation.
- b) Le montant du versement initial de chaque pays au fonds précité ou de sa participation à l'augmentation de celui-ci est proportionnel à la contribution de ce pays pour l'année au cours de laquelle le fonds est constitué ou l'augmentation décidée.

- c) La proportion et les modalités de versement sont arrêtées par l'Assemblée sur proposition du Directeur général et après avis du Comité de coordination de l'Organisation.
- 7) a) L'Accord de siège conclu avec le pays sur le territoire duquel l'Organisation a son siège prévoit que, si le fonds de roulement est insuffisant, ce pays accorde des avances. Le montant de ces avances et les conditions dans lesquelles elles sont accordées font l'objet, dans chaque cas, d'accords séparés entre le pays en cause et l'organisation. Aussi longtemps qu'il est tenu d'accorder des avances, ce pays dispose ex officio d'un siège au Comité exécutif. b) Le pays visé au sous-alinéa a) et l'Organisation ont chacun le droit de dénoncer l'engagement d'accorder des avances moyennant notification par écrit. La dénonciation prend effet trois ans après la fin de l'année au cours de laquelle elle a été notifiée.
- 8) La vérification des comptes est assurée, selon les modalités prévues par le règlement financier, par un ou plusieurs pays de l'Union ou par des contrôleurs extérieurs, qui sont, avec leur consentement, désignés par l'Assemblée.

Art. 17 [Modification des art. 13 à 17]

- 1) Des propositions de modifications des art. 13, 14, 15, 16 et du présent article peuvent être présentées par tout pays membre de l'Assemblée, par le Comité exécutif ou par le Directeur général. Ces propositions sont communiquées par ce dernier aux pays membres de l'Assemblée six mois au moins avant d'être soumises à l'examen de l'Assemblée.
- 2) Toute modification des articles visés à l'al. 1) est adoptée par l'Assemblée. L'adoption requiert les trois quarts des votes exprimés; toutefois, toute modification de l'article 13 et du présent alinéa requiert les quatre cinquièmes des votes exprimés.
- 3) Toute modification des articles visés à l'al. 1) entre en vigueur un mois après la réception par le Directeur général des notifications écrites d'acceptation, effectuée en conformité avec leurs règles constitutionnelles respectives, de la part des trois quarts des pays qui étaient membres de l'Assemblée au moment où la modification a été adoptée. Toute modification desdits articles ainsi acceptée lie tous les pays qui sont membres de l'Assemblée au moment où la modification entre en vigueur ou qui en deviennent membres à une date ultérieure; toutefois, toute modification qui augmente les obligations financières des pays de l'Union ne lie que ceux d'entre eux qui ont notifié leur acceptation de ladite modification.

Art. 18 [Revision des art. 1 à 12 et 18 à 30]

- 1) La présente Convention sera soumise à des revisions en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.
- 2) A cet effet, des conférences auront lieu, successivement, dans l'un des pays de l'Union, entre les délégués desdits pays.
- 3) Les modifications des art. 13 à 17 sont régies par les dispositions de l'art. 17.

Art. 19 [Arrangements particuliers]

Il est entendu que les pays de l'Union se réservent le droit de prendre séparément, entre eux, des arrangements particuliers pour la protection de la propriété industrielle, en tant que ces arrangements ne contreviendraient pas aux dispositions de la présente Convention.

Art. 20 [Ratification ou adhésion par des pays de l'Union; entrée en vigueur]

- 1) a) Chacun des pays de l'Union qui a signé le présent Acte peut le ratifier et, s'il ne l'a pas signé, peut y adhérer. Les instruments de ratification et d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général.
 - b) Chacun des pays de l'Union peut déclarer, dans son instrument de ratification ou d'adhésion, que sa ratification ou son adhésion n'est pas applicable:
 - i) aux art. 1 à 12 ou
 - ii) aux art. 13 à 17.
 - c) Chacun des pays de l'Union qui, conformément au sous-alinéa b), a exclu des effets de sa ratification ou de son adhésion l'un des deux groupes d'articles visés dans ledit sous-alinéa peut, à tout moment ultérieur, déclarer qu'il étend les effets de sa ratification ou de son adhésion à ce groupe d'articles. Une telle déclaration est déposée auprès du Directeur général.
- 2) a) Les art. 1 à 12 entrent en vigueur, à l'égard des dix premiers pays de l'Union qui ont déposé des instruments de ratification ou d'adhésion sans faire une déclaration comme le permet l'al. 1)b)i) trois mois après le dépôt du dixième de ces instruments de ratification ou d'adhésion.
 - b) Les art. 13 à 17 entrent en vigueur, à l'égard des dix premiers pays de l'Union qui ont déposé des instruments de ratification ou d'adhésion sans faire une déclaration comme le permet l'al. 1)b)ii), trois mois après le dépôt du dixième de ces instruments de ratification ou d'adhésion.
 - c) Sous réserve de l'entrée en vigueur initiale, conformément aux dispositions des sous-alinéas a) et b), de chacun des deux groupes d'articles visés à l'al. 1)b)i) et ii), et sous réserve des dispositions de l'al. 1)b), les art. 1 à 17 entrent en vigueur à l'égard de tout pays de l'Union, autres que ceux visés aux sous-alinéas a) et b), qui dépose un instrument de ratification ou d'adhésion, ainsi qu'à l'égard de tout pays de l'Union qui dépose une déclaration en application de l'al. 1)c), trois mois après la date de la notification, par le Directeur général, d'un tel dépôt, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans l'instrument ou la déclaration déposées. Dans ce dernier cas, le présent Acte entre en vigueur à l'égard de ce pays à la date ainsi indiquée.
- 3) A l'égard de chaque pays de l'Union qui dépose un instrument de ratification ou d'adhésion, les art. 18 à 30 entrent en vigueur à la première date à laquelle l'un quelconque des groupes d'articles visés à l'al. 1)b) entre en vigueur à l'égard de ce pays conformément à l'al. 2)a), b), ou c).

Art. 21 [Adhésion par des pays étrangers à l'Union; entrée en vigueur]

1) Tout pays étranger à l'Union peut adhérer au présent Acte et devenir, de ce fait, membre de l'Union. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général.

2) a) A l'égard de tout pays étranger à l'Union qui a déposé son instrument d'adhésion un mois ou plus avant la date d'entrée en vigueur des dispositions du présent Acte, celui-ci entre en vigueur à la date à laquelle les dispositions sont entrées en vigueur pour la première fois en application de l'art. 20.2)a) ou b), à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans l'instrument d'adhésion; toutefois:

- i) si les art. 1 à 12 ne sont pas entrés en vigueur à cette date, un tel pays sera lié, durant la période intérimaire avant l'entrée en vigueur de ces dispositions, et en remplacement de celles-ci, par les art. 1 à 12 de l'Acte de Lisbonne,
- ii) si les art. 13 à 17 ne sont pas entrés en vigueur à cette date, un tel pays sera lié, durant la période intérimaire avant l'entrée en vigueur de ces dispositions, et en remplacement de celles-ci, par les art. 13 et 14, 3), 4) et 5) de l'Acte de Lisbonne.

Si les pays indiquent une date postérieure dans son instrument d'adhésion, le présent Acte entre en vigueur à l'égard de ce pays à la date ainsi indiquée.

- b) A l'égard de tout pays étranger à l'Union qui a déposé son instrument d'adhésion à une date postérieure à l'entrée en vigueur d'un seul groupe d'articles du présent Acte ou à une date qui la précède de moins d'un mois, le présent Acte entre en vigueur, sous réserve de ce qui est prévu au sous-alinéa a), trois mois après la date à laquelle son adhésion a été notifiée par le Directeur général, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans l'instrument d'adhésion. Dans ce dernier cas, le présent Acte entre en vigueur à l'égard de ce pays à la date ainsi indiquée.

3) A l'égard de tout pays étranger à l'Union qui a déposé son instrument d'adhésion après la date d'entrée en vigueur du présent Acte dans sa totalité, ou moins d'un mois avant cette date, le présent Acte entre en vigueur trois mois après la date à laquelle son adhésion a été notifiée par le Directeur général, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans l'instrument d'adhésion. Dans ce dernier cas, le présent Acte entre en vigueur à l'égard de ce pays à la date ainsi indiquée.

Art. 22 [Effet de la ratification ou de l'adhésion]

Sous réserve des exceptions possibles prévues aux art. 20.1) b) et 28.2), la ratification ou l'adhésion emporte de plein droit accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par le présent Acte.

Art. 23 [Adhésion à des Actes antérieurs]

Après l'entrée en vigueur du présent Acte dans sa totalité, un pays ne peut adhérer à des Actes antérieurs de la présente Convention.

Art. 24 [Territoires]

1) Tout pays peut déclarer dans son instrument de ratification ou d'adhésion, ou peut informer le Directeur général par écrit à tout moment ultérieur, que la présente Convention est applicable à tout ou partie des territoires, désignés dans la déclaration ou la notification, pour lesquels il assume la responsabilité des relations extérieures.

2) Tout pays qui a fait une telle déclaration ou effectué une telle notification peut, à tout moment, notifier au Directeur général que la présente Convention cesse d'être applicable à tout ou partie de ces territoires.

3) a) Toute déclaration faite en vertu de l'al. 1) prend effet à la même date que la ratification ou l'adhésion dans l'instrument de laquelle elle a été incluse, et toute notification effectuée en vertu de cet alinéa prend effet trois mois après sa notification par le Directeur général.

b) Toute notification effectuée en vertu de l'al. 2) prend effet douze mois après sa réception par le Directeur général.

Art. 25 [Application de la Convention sur le plan national]

1) Tout pays partie à la présente Convention s'engage à adopter, conformément à sa constitution, les mesures nécessaires pour assurer l'application de la présente Convention.

2) Il est entendu qu'au moment où un pays dépose son instrument de ratification ou d'adhésion, il sera en mesure, conformément à sa législation interne, de donner effet aux dispositions de la présente Convention.

Art. 26 [Dénonciation]

1) La présente Convention demeure en vigueur sans limitation de durée.

2) Tout pays peut dénoncer le présent Acte par notification adressée au Directeur général. Cette dénonciation emporte aussi dénonciation de tous les Actes antérieurs et ne produit son effet qu'à l'égard du pays qui l'a faite, la Convention restant en vigueur et exécutoire à l'égard des autres pays de l'Union.

3) La dénonciation prend effet un an après le jour où le Directeur général a reçu la notification.

4) La faculté de dénonciation prévue par le présent article ne peut être exercée par un pays avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle il est devenu membre de l'Union.

Art. 27 [Application des Actes antérieurs]

1) Le présent Acte remplace, dans les rapports entre les pays auxquels il s'applique, et dans la mesure où il s'applique, la Convention de Paris du 20 mars 1883¹¹ et les Actes de revision subséquents.

2) a) A l'égard des pays auxquels le présent Acte n'est pas applicable, ou n'est pas applicable dans sa totalité, mais auxquels l'Acte de Lisbonne du 31 octobre 1958 est applicable, ce dernier reste en vigueur dans sa totalité ou dans la mesure où le présent Acte ne le remplace pas en vertu de l'al. 1).

b) De même, à l'égard des pays auxquels ni le présent Acte, ni les parties de celui-ci, ni l'Acte de Lisbonne ne sont applicables, l'Acte de Londres du 2 juin 1934 reste en vigueur dans sa totalité, ou dans la mesure où le présent Acte ne le remplace pas en vertu de l'al. 1).

c) De même, à l'égard des pays auxquels ni le présent Acte, ni les parties de celui-ci, ni l'Acte de Lisbonne, ni l'Acte de Londres ne sont applicables, l'Acte de La Haye du 6 novembre 1925 reste en vigueur dans sa totalité, ou dans la mesure où le présent Acte ne le remplace pas en vertu de l'al. 1).

3) Les pays étrangers à l'Union qui deviennent parties au présent Acte l'appliquent à l'égard de tout pays de l'Union qui n'est pas partie à cet Acte ou qui, bien qu'y étant partie, a fait la déclaration prévue à l'art. 20.1)b)i).

Lesdits pays admettent que le pays de l'Union considéré applique dans ses relations avec eux les dispositions de l'Acte le plus récent auquel il est partie.

Art. 28 [Différends]

1) Tout différend entre deux ou plusieurs pays de l'Union concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne sera pas réglé par voie de négociation peut être porté par l'un quelconque des pays en cause devant la Cour internationale de Justice par voie de requête conforme au Statut de la Cour, à moins que les pays en cause ne conviennent d'un autre mode de règlement. Le Bureau international sera informé par le pays requérant du différend soumis à la Cour; il en donnera connaissance aux autres pays de l'Union.

2) Tout pays peut, au moment où il signe le présent Acte ou dépose son instrument de ratification ou d'adhésion, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions de l'al. 1). En ce qui concerne tout différend entre un tel pays et tout autre pays de l'Union les dispositions de l'al. 1) ne sont pas applicables.

3) Tout pays qui a fait une déclaration conformément aux dispositions de l'al. 2) peut, à tout moment, la retirer par une notification adressée au Directeur général.

Art. 29 [Signature, langues, fonctions du dépositaire]

- 1) a) Le présent Acte est signé en un seul exemplaire en langue française et déposé auprès du Gouvernement de la Suède.
 - b) Des textes officiels sont établis par le Directeur général, après consultation des Gouvernements intéressés, dans les langues allemande, anglaise, espagnole, italienne, portugaise et russe, et dans les autres langues que l'Assemblée pourra indiquer.
 - c) En cas de contestation sur l'interprétation des divers textes, le texte français fait foi.
- 2) Le présent Acte reste ouvert à la signature, à Stockholm, jusqu'au 13 janvier 1968.
- 3) Le Directeur général transmet deux copies, certifiées conformes par le Gouvernement de la Suède, du texte signé du présent Acte aux Gouvernements de tous les pays de l'Union et, sur demande, au Gouvernement de tout autre pays.
- 4) Le Directeur général fait enregistrer le présent Acte auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.
- 5) Le Directeur général notifie aux Gouvernements de tous les pays de l'Union les signatures, les dépôts d'instruments de ratification ou d'adhésion et de déclarations comprises dans ces instruments ou faites en application de l'art. 20.1)c), l'entrée en vigueur de toutes dispositions du présent Acte, les notifications de dénonciation et les notifications faites en application de l'art. 24.

Art. 30 [Mesures transitoires]

- 1) Jusqu'à l'entrée en fonctions du premier Directeur général, les références, dans le présent Acte, au Bureau international de l'Organisation ou au Directeur général sont considérées comme se rapportant respectivement au Bureau de l'Union ou à son Directeur.
- 2) Les pays de l'Union qui ne sont pas liés par les art. 13 à 17 peuvent, pendant cinq ans après l'entrée en vigueur de la Convention instituant l'Organisation, exercer, s'ils le désirent, les droits prévus par les art. 13 à 17 du présent Acte, comme s'ils étaient liés par ces articles. Tout pays qui désire exercer lesdits droits dépose à cette fin auprès du Directeur général une notification écrite qui prend effet à la date de sa réception. De tels pays sont réputés être membres de l'Assemblée jusqu'à l'expiration de ladite période.
- 3) Aussi longtemps que tous les pays de l'Union ne sont pas devenus membres de l'Organisation, le Bureau international de l'Organisation agit également en tant que Bureau de l'Union, et le Directeur général en tant que Directeur de ce Bureau.
- 4) Lorsque tous les pays de l'Union sont devenus membres de l'Organisation, les droits, obligations et biens du Bureau de l'Union sont dévolus au Bureau international de l'Organisation.

En foi de quoi, les sous signés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Acte.

Fait à Stockholm, le 14 juillet 1967.

(Suivent les signatures)

Champ d'application le 22 novembre 2005

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S)		Entrée en vigueur	
Afrique du Sud*	23 décembre	1974	24 mars	1975
Albanie	4 juillet	1995 A	4 octobre	1995
Algérie*	16 janvier	1975	20 avril	1975
Allemagne	19 juin	1970	19 septembre	1970
Andorre	2 mars	2004 A	2 juin	2004
Antigua-et-Barbuda	17 décembre	1999 A	17 mars	2000
Arabie Saoudite	11 décembre	2003 A	11 mars	2004
Argentine	8 juillet	1980 A	8 octobre	1980 ^a
Arménie*	17 mai	1994 S	25 décembre	1991
Australie	10 mai	1972 A	25 août	1972 ^a
	26 juin	1975	27 septembre	1975 ^b
Autriche	11 mai	1973	18 août	1973
Azerbaïdjan	25 septembre	1995 A	25 décembre	1995
Bahamas	7 décembre	1976 A	10 mars	1977 ^a
Bahreïn	29 juillet	1997 A	29 octobre	1997
Bangladesh*	29 novembre	1990 A	3 mars	1991
Barbade	12 décembre	1984 A	12 mars	1985
Bélarus*	14 avril	1993 S	25 décembre	1991
Belgique	31 octobre	1974	12 février	1975
Belize	17 mars	2000 A	17 juin	2000
Bénin	9 décembre	1974 A	12 mars	1975
Bhoutan	4 mai	2000 A	4 août	2000
Bolivie	4 août	1993 A	4 novembre	1993
Bosnie et Herzégovine	2 juin	1993 S	6 mars	1992
Botswana	15 janvier	1998 A	15 avril	1998
Brésil*	20 décembre	1974	24 mars	1975 ^a
	24 août	1992	24 novembre	1992 ^b
Bulgarie ^c	19 février	1970	27 mai	1970
Burkina Faso	23 mai	1975 A	2 septembre	1975
Burundi	31 mai	1977 A	3 septembre	1977
Cambodge	22 juin	1998 A	22 septembre	1998
Cameroun	17 janvier	1975	20 avril	1975
Canada	26 mars	1970 A	7 juillet	1970 ^a
	26 février	1996	26 mai	1996 ^b
Chili	13 mars	1991 A	14 juin	1991
Chine*	19 décembre	1984 A	19 mars	1985
Hong Kong ^d	6 juin	1997	1 ^{er} juillet	1997
Macao ^c	30 novembre	1999	20 décembre	1999
Chypre	21 décembre	1983 A	3 avril	1984
Colombie	3 juin	1996 A	3 septembre	1996

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S)	Entrée en vigueur
Comores	3 janvier 2005 A	5 avril 2005
Congo (Brazzaville)	2 septembre 1975 A	5 décembre 1975
Congo (Kinshasa)	28 octobre 1974 A	31 janvier 1975
Corée (Nord)	7 mars 1980 A	10 juin 1980
Corée (Sud)	1 ^{er} février 1980 A	4 mai 1980
Costa Rica	28 juillet 1995 A	31 octobre 1995
Côte d'Ivoire	1 ^{er} février 1974	4 mai 1974
Croatie	28 juillet 1992 S	8 octobre 1991
Cuba*	27 décembre 1974	8 avril 1975
Danemark	26 janvier 1970	26 avril 1970
Iles Féroé	6 mai 1971	6 août 1971
Djibouti	13 février 2002 A	13 mai 2002
Dominique	7 mai 1999 A	7 août 1999
Egypte*	3 décembre 1974 A	6 mars 1975
El Salvador	18 novembre 1993 A	19 février 1994
Emirats arabes unis	19 juin 1996 A	19 septembre 1996
Equateur*	22 mars 1999 A	22 juin 1999
Espagne	10 janvier 1972	14 avril 1972
Estonie	24 mai 1994 A	24 août 1994
Etats-Unis*	25 mai 1970	5 septembre 1970 ^a
	22 mai 1973	25 août 1974 ^b
Finlande	8 juin 1970	15 septembre 1970 ^a
	17 juillet 1975	21 octobre 1975 ^b
France	2 mai 1975	12 août 1975
Guadeloupe	2 mai 1975	12 août 1975
Guyana (française)	2 mai 1975	12 août 1975
Iles de Wallis-et-Futuna	2 mai 1975	12 août 1975
Martinique	2 mai 1975	12 août 1975
Nouvelle-Calédonie	2 mai 1975	12 août 1975
Polynésie française	2 mai 1975	12 août 1975
Réunion	2 mai 1975	12 août 1975
Saint-Pierre-et-Miquelon	2 mai 1975	12 août 1975
Terres australes et antarctiques françaises	2 mai 1975	12 août 1975
Gabon	6 mars 1975	10 juin 1975
Gambie	21 octobre 1991 A	21 janvier 1992
Géorgie*	18 janvier 1994 S	25 décembre 1991
Ghana	28 juin 1976 A	28 septembre 1976
Grèce	12 avril 1976	15 juillet 1976
Grenade	22 juin 1998 A	22 septembre 1998
Guatemala*	18 mai 1998 A	18 août 1998
Guinée	30 octobre 1981 A	5 février 1982
Guinée équatoriale	26 mars 1997 A	26 juin 1997
Guinée-Bissau	28 mars 1988 A	28 juin 1988

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S)		Entrée en vigueur	
Guyana	25 juillet	1994 A	25 octobre	1994
Haïti	2 août	1983 A	3 novembre	1983
Honduras	3 novembre	1993 A	4 février	1994
Hongrie ^c	18 décembre	1969	26 avril	1970
Inde*	7 septembre	1998 A	7 décembre	1998
Indonésie*	18 septembre	1979	20 décembre	1979 ^a
	5 juin	1997	5 septembre	1997 ^b
Iran*	12 décembre	1998	12 mars	1999
Iraq*	21 octobre	1975 A	24 janvier	1976
Irlande ^c	27 mars	1968	26 avril	1970
Islande	28 septembre	1984	28 décembre	1984 ^a
	23 décembre	1994	9 avril	1995 ^b
Israël ^c	30 juillet	1969	26 avril	1970
Italie	20 janvier	1977	24 avril	1977
Jamaïque	24 septembre	1999 A	24 décembre	1999
Japon	20 janvier	1975	24 avril	1975 ^a
	20 juin	1975	1 ^{er} octobre	1975 ^b
Jordanie	12 avril	1972 A	17 juillet	1972
Kazakhstan*	16 février	1993 S	25 décembre	1991
Kenya	5 juillet	1971	26 octobre	1971
Kirghizistan*	14 février	1994 S	25 décembre	1991
Laos*	8 juillet	1998 A	8 octobre	1998
Lesotho*	27 juin	1989 A	28 septembre	1989
Lettonie	7 juin	1993 A	7 septembre	1993
Liban*	30 septembre	1986 A	30 décembre	1986 ^a
Libéria	27 mai	1994 A	27 août	1994
Libye*	28 juin	1976 A	28 septembre	1976
Liechtenstein	21 février	1972	25 mai	1972
Lituanie	21 février	1994 A	22 mai	1994
Luxembourg	19 décembre	1974	24 mars	1975
Macédoine	23 juillet	1993 S	8 septembre	1991
Madagascar	3 janvier	1972	10 avril	1972
Malaisie	23 juin	1988 A	1 ^{er} janvier	1989
Malawi	11 mars	1970 A	25 juin	1970
Mali	14 octobre	1982 A	1 ^{er} mars	1983
Malte*	7 septembre	1977 A	12 décembre	1977 ^a
Maroc	27 avril	1971	6 août	1971
Maurice	21 juin	1976 A	24 septembre	1976
Mauritanie	17 juin	1976 A	21 septembre	1976
Mexique	21 avril	1976 A	26 juillet	1976
Moldova*	3 juin	1993 S	25 décembre	1991
Monaco	27 juin	1975	4 octobre	1975
Mongolie*	16 janvier	1985 A	21 avril	1985
Mozambique	9 avril	1998 A	9 juillet	1998

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S)	Entrée en vigueur
Namibie	29 décembre 2003 A	1 ^{er} janvier 2004
Népal	22 mars 2001 A	22 juin 2001
Nicaragua*	3 avril 1996 A	3 juillet 1996
Niger	6 décembre 1974	6 mars 1975
Norvège	8 mars 1974	13 juin 1974
Nouvelle-Zélande	14 mars 1984 A	20 juin 1984 ^a
Iles Cook	14 mars 1984 A	20 juin 1984 ^a
Nioué	14 mars 1984 A	20 juin 1984 ^a
Tokelau	14 mars 1984 A	20 juin 1984 ^a
Oman*	14 avril 1999 A	14 juillet 1999
Ouganda	18 juillet 1973 A	20 octobre 1973
Ouzbékistan*	18 août 1993 S	25 décembre 1991
Pakistan	22 avril 2004 A	22 juillet 2004
Panama	19 juillet 1996 A	19 octobre 1996
Papouasie-Nouvelle-Guinée	15 mars 1999 A	15 juin 1999
Paraguay	25 février 1994 A	28 mai 1994
Pays-Bas	9 octobre 1974	10 janvier 1975
Antilles néerlandaises	9 octobre 1974	10 janvier 1975
Aruba	9 octobre 1974	10 janvier 1975
Pérou	11 janvier 1995 A	11 avril 1995
Philippines	14 avril 1980	16 juillet 1980 ^a
Pologne	23 décembre 1974	24 mars 1975
Portugal	27 janvier 1975	30 avril 1975
Qatar	5 avril 2000 A	5 juillet 2000
République centrafricaine	23 mai 1978	5 septembre 1978
République tchèque	18 décembre 1992 S	1 ^{er} janvier 1993
Roumanie* ^c	28 février 1969	26 avril 1970
Royaume-Uni ^c	26 février 1969	26 avril 1970
Ile de Man	27 juillet 1983	29 octobre 1983
Russie* ^c	4 décembre 1968	26 avril 1970
Rwanda	3 novembre 1983 A	1 ^{er} mars 1984
Sainte-Lucie*	9 mars 1995 A	9 juin 1995
Saint-Kitts-et-Nevis	3 janvier 1995 A	9 avril 1995
Saint-Marin	26 mars 1991 A	26 juin 1991
Saint-Siège	20 janvier 1975	24 avril 1975
Saint-Vincent-et-les Grenadines	29 mai 1995 A	29 août 1995
Sao Tomé-et-Principe	12 février 1998 A	12 mai 1998
Sénégal ^c	19 septembre 1968	26 avril 1970
Serbie-et-Monténégro	14 juin 2001 S	27 avril 1992
Seychelles	7 août 2002 A	7 novembre 2002
Sierra Leone	17 mars 1997 A	17 juin 1997
Singapour	23 novembre 1994 A	23 février 1995
Slovaquie	30 décembre 1992 S	1 ^{er} janvier 1993
Slovénie	12 juin 1992 S	25 juin 1991

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S)		Entrée en vigueur	
Soudan	16 janvier	1984 A	16 avril	1984
Sri Lanka	20 juin	1978 A	23 septembre	1978 ^a
Suède	12 août	1969	26 avril	1970 ^a
	7 juillet	1970	9 octobre	1970 ^b
Suisse ^c	26 janvier	1970	26 avril	1970
Suriname	16 novembre	1976 S	25 novembre	1975
Syrie	13 septembre	2002 A	13 décembre	2002
Swaziland	12 février	1991 A	12 mai	1991
Tadjikistan*	14 février	1994 S	25 décembre	1991
Tanzanie	30 septembre	1983 A	30 décembre	1983 ^a
Tchad	26 juin	1970 A	26 septembre	1970
Togo	28 janvier	1975 A	30 avril	1975
Tonga	14 mars	2001 A	14 juin	2001
Trinité-et-Tobago	16 mai	1988 A	16 août	1988
Tunisie*	7 janvier	1976	12 avril	1976
Turkménistan*	1 ^{er} mars	1995 S	25 décembre	1991
Turquie	12 février	1976 A	16 mai	1976 ^a
	1 ^{er} novembre	1994	1 ^{er} février	1995 ^b
Ukraine*	21 septembre	1992 S	25 décembre	1991
Uruguay	21 septembre	1979 A	28 décembre	1979
Venezuela	9 juin	1995 A	12 septembre	1995
Vietnam* ^f	7 avril	1981	2 juillet	1976
Zambie	14 février	1977 A	14 mai	1977 ^a
Zimbabwe	29 septembre	1981 A	30 décembre	1981

* Réserves et déclarations, voir ci-après.

^a Ratification des art. 13 à 30

^b Ratification des art. 1 à 12

^c En application de l'art. 20.2a) de la convention, les art. 1 à 12 sont entrés en vigueur pour cet Etat, soit le 26 avril 1970 (trois mois après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion, soit le 19 mai 1970 (trois mois après le dépôt du onzième instrument de ratification ou d'adhésion), selon qu'il admet ou non la validité de l'adhésion de la République démocratique allemande qu'il avait contestée à l'époque. Les art. 1 à 13 de la convention sont entrés en vigueur pour cet Etat le 26 avril 1970.

^d Du 16 nov. 1977 au 30 juin 1997, la Convention était applicable à Hong Kong sur la base d'une déclaration d'extension territoriale du Royaume-Uni. A partir du 1^{er} juillet 1997, Hong Kong est devenue une Région administrative spéciale (RAS) de la République populaire de Chine. En vertu de la déclaration chinoise du 6 juin 1997, la Convention est également applicable à la RAS Hong Kong à partir du 1^{er} juillet 1997.

^e En vertu d'une déclaration de la République populaire de Chine du 30 nov. 1999, la Convention est applicable à la Région administrative spéciale (RAS) de Macao à partir du 20 déc. 1999.

^f Déclaration d'application

Réserves et déclarations

Afrique du Sud

Le Gouvernement de l'Afrique du Sud déclare que conformément à l'al. 2) de l'art. 28 de ladite convention, ne se considère pas lié par les dispositions de l'al. 1) de l'art. 28 de la dite convention.

Algérie

Même déclaration que l'Afrique de Sud

Arménie

Même déclaration que l'Afrique de Sud

Bangladesh

Même déclaration que l'Afrique de Sud

Bélarus

Le Gouvernement du Bélarus maintient la déclaration de l'URSS concernant l'art. 28 al. 2) de la convention à savoir qu'il ne se considère pas lié par les dispositions de l'al. 1) de l'art. 28 de ladite convention.

Brésil

Même déclaration que l'Afrique de Sud

Chine

Du 16 novembre 1977 au 30 juin 1997, la convention était applicable à Hong Kong sur la base d'une déclaration d'extension territoriale du Royaume-Uni. A partir du 1^{er} juillet 1997, Hong Kong est devenue une Région administrative spéciale (RAS) de la République populaire de Chine. En vertu de la déclaration chinoise du 6 juin 1997, la convention est également applicable à la RAS Hong Kong à partir du 1^{er} juillet 1997.

En vertu d'une déclaration de la République populaire de Chine du 30 novembre 1999, la Convention est applicable à la Région administrative spéciale (RAS) de Macao à partir du 20 décembre 1999.

La République populaire de Chine, y compris la Région administrative spéciale de Macao et celle de Hong Kong, ne se considère pas liée par l'art. IX de ladite convention.

Cuba

Le Gouvernement de la République de Cuba ne se considère pas lié par les dispositions de l'al. 1) de l'art. 28 de la convention en vertu duquel la Cour internationale de Justice peut être compétente pour régler tout différent entre deux ou plusieurs pays concernant l'interprétation ou l'application de la convention. Cuba soutient que pour soumettre un litige à la Cour internationale de Justice le consentement de toutes les parties intéressées doit être obtenu dans chaque cas.

Egypte

Même déclaration que l’Afrique de Sud

Equateur

Même déclaration que l’Afrique de Sud

Etats-Unis

Les Etats-Unis d’Amérique ont étendu l’application de ladite convention à tous les territoires et possessions des Etats-Unis d’Amérique, y compris le Commonwealth de Porto Rico, avec effet au 25 août 1973.

Géorgie

Même déclaration que le Bélarus

Guatemala

Même déclaration que l’Afrique de Sud

Inde

Même déclaration que l’Afrique de Sud

Indonésie

La République d’Indonésie estime qu’un différent ne saurait être porté devant la Cour internationale de Justice sans l’accord de toutes les parties.

Iran

Même déclaration que l’Afrique de Sud

Iraq

Même déclaration que l’Afrique de Sud

Kazakhstan

Même déclaration que le Bélarus

Kirghizistan

Même déclaration que le Bélarus

Laos

Même déclaration que l’Afrique de Sud

Lesotho

Même déclaration que l’Afrique de Sud

Liban

Même déclaration que l’Afrique de Sud

Libye

Même déclaration que l'Afrique de Sud

Malte

Même déclaration que l'Afrique de Sud

Moldova

Même déclaration que le Bélarus

Mongolie

Même déclaration que l'Afrique de Sud

Nicaragua

Même déclaration que l'Afrique de Sud

Oman

Même déclaration que l'Afrique de Sud

Ouzbékistan

Même déclaration que le Bélarus

Roumanie

Même déclaration que l'Afrique de Sud

Russie

Même déclaration que l'Afrique de Sud

Sainte-Lucie

Même déclaration que l'Afrique de Sud

Tadjikistan

Même déclaration que le Bélarus

Tunisie

L'instrument de ratification de la Tunisie contient la réserve suivante concernant l'art. 28, al. 2: un différent ne peut être porté devant une Cour internationale de Justice qu'avec l'accord de toutes les parties au différent.

Turkménistan

Même déclaration que le Bélarus

Ukraine

Même déclaration que le Bélarus

Vietnam

Même déclaration que l'Afrique de Sud

